

semblable — qu'un accord de détente entre les super-grands ait pour conséquence le retrait de la présence militaire américaine en Europe. Si la Yougoslavie, adepte du non-alignement et donc opposée au système des blocs, ne pourrait qu'applaudir sans réserve à un éventuel désengagement en Europe, l'absence du contrepoids exercé par les troupes américaines laisserait néanmoins le champ libre à l'Union soviétique pour réabsorber la Yougoslavie dans le camp socialiste si telle était son intention.

Enfin, une autre possibilité, à peine plus agréable pour la Yougoslavie, serait que l'Union soviétique se désengage de l'Europe en déléguant ses pouvoirs à ses satellites, ce qui aurait pour effet d'entraîner en Europe de l'Est des bouleversements tels qu'ils mettraient également en péril le système communiste yougoslave. Il apparaît donc que les dirigeants yougoslaves ne sont pas prêts d'accueillir favorablement des modifications fondamentales de l'échiquier européen apportées par les super-puissances.

«Solidarité socialiste»

L'ambivalence manifestée par la Yougoslavie à l'égard de la détente américano-soviétique se trouve encore accrue par l'ambiguïté des rapports qu'elle entretient avec l'une et l'autre des parties en présence. En effet, si l'aversion de la Yougoslavie à l'endroit de l'Occident non socialiste avait été tempérée au début des années 50 par l'aide généreuse que lui avaient apportée les États-Unis et leurs alliés au moment où elle se voyait abandonnée par le camp socialiste, la déclaration faite par Sonnenfeldt en 1975 devait cependant venir lui remettre en mémoire que les États-Unis recherchent toujours et avant tout la stabilité internationale et un quelconque *modus vivendi* avec l'Union soviétique, qu'ils considèrent comme la plus importante menace à cette stabilité.

Les rapports de la Yougoslavie avec l'Union soviétique semblent s'être sensiblement modifiés depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie en 1968. Depuis qu'au milieu des années 50, Khrouchtchev avait décidé que l'hérésie yougoslave était moins sacrilège que ne l'avait soutenu Staline, la Yougoslavie avait manifesté une tendance passablement constante à se conformer à la position soviétique sur un grand nombre de questions importantes. Il semble cependant que l'invasion de la Tchécoslovaquie par le bloc soviétique ait alarmé la Yougoslavie à un point tel que Tito lui-même, pourtant nourri du principe de l'internationale communiste et de la solidarité socialiste, entretient aujourd'hui quelque

scepticisme quant au bien-fondé de ce principe pour la Yougoslavie.

Les plus jeunes dirigeants yougoslaves, qui n'ont pas tous été formés dans ce désir de «solidarité socialiste», pourraient être tentés dans l'après-titisme de s'éloigner encore davantage de l'Union soviétique et de chercher à diversifier leurs choix en accordant une plus grande priorité à la question de l'unification de l'Europe qu'à l'établissement de rapports plus chaleureux avec l'Union soviétique. Déjà, il semble que la Yougoslavie ait quelque peu modifié son objectif, orientant son principal effort politique vers la réalisation d'une coordination, effective sinon structurée, des politiques étrangères des pays européens. Si sa politique de non-alignement, qui rallie le Tiers monde depuis le milieu des années 50, pouvait servir de modèle à un non-alignement européen dans l'après-titisme, la Yougoslavie serait en mesure de conserver une partie de l'influence que la monopolisation du processus de détente par les deux Grands risque de lui enlever. Une Yougoslavie indépendante, c'est-à-dire dégagée de toute allégeance à l'Est, deviendrait de par sa position entre les deux blocs le chef de file tout trouvé d'une nouvelle Europe non-alignée. L'influence que pourrait exercer la Yougoslavie au sein d'un groupe de pays aussi puissant lui permettrait d'asseoir définitivement son indépendance et de remplacer le principe de la «solidarité socialiste» par celui du «non-alignement européen» ou du moins d'un «consensus européen».

Un bienfait relatif

D'une manière générale, il semble que la Yougoslavie ait accueilli comme un bienfait relatif le processus de détente américano-soviétique amorcé au début des années 70. Dans une allocution prononcée lors du onzième congrès de la Ligue des Communistes en juin 1978, le président Tito réaffirmait que la «détente entre les superpuissances est une condition préalable essentielle à l'amorce d'une décrispation générale, à la sauvegarde de la paix mondiale et à l'établissement de relations internationales fondées sur le principe de la coexistence pacifique active». Exhortant les États-Unis et l'Union soviétique «à faire de sérieux efforts pour transcender la mauvaise situation actuelle» provoquée par «des signes de détérioration et de méfiance accrue», Tito apparaissait ainsi comme le champion de la détente américano-soviétique: La diminution de l'hostilité entre les deux Grands pourrait être bénéfique à tous les pays, contribuant à garantir la survie de la planète et ouvrant de nouvelles perspectives de coopération. Le président Tito